



ASSEMBLÉE NATIONALE

14ème législature

retraites complémentaires

Question écrite n° 14018

Texte de la question

M. Laurent Wauquiez appelle l'attention de M. le ministre de l'éducation nationale sur la question de la retraite additionnelle des maîtres de l'enseignement privé (RAEP). Ce régime additionnel de retraite par répartition dont bénéficient les enseignants du privé est entré en vigueur le 5 décembre 2005, avec la loi Censi, dans le but de compenser à terme l'écart du niveau de retraite entre les enseignants du privé et du public, répondant ainsi à une préoccupation légitime des enseignants du privé, qui relèvent non du régime de retraite des fonctionnaires mais du régime général de la sécurité sociale, alors que les écarts entre les pensions constatés à l'époque était de l'ordre de 20 %. La Cour des comptes, par référé en date du 31 octobre 2012, a demandé la mise en œuvre de mesures visant à remédier au déséquilibre financier du RAEP. Il souhaiterait connaître les mesures que compte mettre en place le Gouvernement sur ce sujet, tout en maintenant l'objectif de l'égalité de traitement entre les enseignants du public et du privé, alors que ces derniers assument les mêmes missions dans les mêmes conditions de service. En réponse à la demande de la Cour des comptes, par courrier en date du 12 octobre 2013, Madame la ministre des Affaires sociales et de la santé a proposé, à effet au 1er janvier 2013 : une action sur le taux de pension pour les maîtres ayant acquis des droits gratuits ; le gel du montant des pensions liquidées ; le gel du calendrier de la montée en charge du taux de pension afin de le stabiliser à son taux actuel de 8 % ; un relèvement des cotisations. Il souhaiterait que lui soit précisé ce qu'il en est de ces annonces, qui vont à l'encontre des engagements de la loi de 2005, et, compte tenu de l'importance des enjeux, quelles mesures le Gouvernement souhaite mettre en œuvre pour éviter la baisse substantielle des prestations de retraite des maîtres de l'enseignement privé qui en résulterait le cas échéant.

Texte de la réponse

Le régime additionnel de retraite des enseignants du privé, créé par la loi n° 2005-5 du 5 janvier 2005, alloue un complément de retraite aux personnels enseignants exerçant dans les établissements privés sous contrat, avec l'objectif de compenser, à terme et à carrière comparable, l'écart de pension entre les enseignants du privé et du public. La pension additionnelle versée correspond à une fraction des pensions de base et complémentaires, fixée initialement à 5 % en 2005 et prévue pour être portée à 10 % en 2030. En 2006, le calendrier de montée en charge a été accéléré : le palier de 8 % est effectif depuis septembre 2010, au lieu de 2020 initialement. Les différents rapports sur la situation financière du régime soumis au comité de participation à la gestion du régime ont souligné son caractère structurellement déficitaire. Au 31 décembre 2011, les engagements non financés du régime atteignent 4,2 Md€ et ne sont plus désormais couverts qu'à hauteur de 5 % par les réserves constituées par le régime. Cette situation tient à l'attribution de droits à pension à des personnels n'y ayant jamais ou peu cotisé, que ne permettent pas de financer des cotisations à la fois stables et insuffisantes. Cette situation a été aggravée par l'accélération du calendrier de montée en charge du régime. A partir de 2013, les prestations servies annuellement seront supérieures aux cotisations encaissées par le régime. Sans réforme, ses réserves seront épuisées et le régime sera en faillite en 2019. La Cour des comptes, dans un référé rendu public le 30 octobre 2012, insiste sur l'urgence à prendre des mesures de redressement du régime. Le Gouvernement s'est engagé à prendre des mesures de redressement pour sauvegarder le régime et préserver ainsi l'objectif qui lui

est assigné. Plusieurs réunions de travail ont associé les trois principales organisations syndicales des maîtres de l'enseignement privé sous contrat (SPELC, CFDT, CFTC), membres du comité de participation à la gestion du régime additionnel de retraite, afin d'examiner différents scénarii de réforme. Les organisations syndicales ont rappelé les objectifs associés à la création du régime en faveur du rapprochement à terme des retraites versées aux enseignants du privé par rapport à leurs collègues du public et reconnu l'existence d'une situation financière très dégradée. Aussi, le premier objectif du Gouvernement demeure-t-il de mettre en oeuvre une réforme qui permet d'assurer la pérennité du régime. Les mesures de réforme arrêtées par le Premier ministre visent un partage équitable de l'effort entre les bénéficiaires actuels et futurs du régime, sans exclure un effort financier de l'Etat, à travers une hausse de cotisation et dans des limites compatibles avec les équilibres budgétaires. Ces mesures consistent à stabiliser la fraction déterminant la pension additionnelle à 8 % et à prendre en compte la durée de cotisation au régime. Elles prévoient également un gel de la pension additionnelle et une augmentation à 2 % du taux de cotisation fixé actuellement à 1,5 %, partagé pour moitié entre l'Etat et les enseignants. Le Gouvernement a entendu les organisations syndicales représentatives des maîtres de l'enseignement privé sous contrat s'agissant notamment des modalités de mise en oeuvre de la réforme. Prévue pour entrer en vigueur début 2013, la réforme comportera une disposition transitoire qui permettra le maintien des règles de calcul actuellement en vigueur pour les bénéficiaires remplissant, avant cette date, les conditions d'ouverture des droits à la pension additionnelle, quelle que soit la date prévisionnelle de leur départ. Par ailleurs, les mesures envisagées ne prévoient aucune diminution des pensions versées aux allocataires actuels du régime. Au total, l'ensemble de ces mesures permettront de préserver la viabilité d'un régime qui n'est remis en cause ni dans sa nature ni dans les objectifs ayant présidé à sa création.

Données clés

Auteur : [M. Laurent Wauquiez](#)

Circonscription : Haute-Loire (1^{re} circonscription) - Les Républicains

Type de question : Question écrite

Numéro de la question : 14018

Rubrique : Retraites : régime général

Ministère interrogé : Éducation nationale

Ministère attributaire : Éducation nationale

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [18 décembre 2012](#), page 7486

Réponse publiée au JO le : [5 février 2013](#), page 1341